Jean DUBRAY (éd.), Correspondance de l'abbé
Grégoire avec son clergé du Loir-et-Cher. Tome
I. 1791 à 1795

Paris, Classiques Garnier, coll. « Univers Port Royal », 2017, 236 p.

Yvon Tranvouez

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/assr/33709>

DOI : 10.4000/assr.33709

ISSN : 1777-5825

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2017

Pagination : 334-335

ISSN : 0335-5985

Référence électronique

Yvon Tranvouez, « Jean DUBRAY (éd.), Correspondance de l'abbé Grégoire avec son clergé du Loir-et-Cher. Tome I. 1791 à 1795 », *Archives de sciences sociales des religions* [En ligne], 180 | octobre-décembre 2017, mis en ligne le 01 décembre 2017, consulté le 22 septembre 2021. URL : <http://journals.openedition.org/assr/33709> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/assr.33709>

Ce document a été généré automatiquement le 22 septembre 2021.

© Archives de sciences sociales des religions

Jean DUBRAY (éd.), Correspondance de l'abbé Grégoire avec son clergé du Loir-et-Cher. Tome I. 1791 à 1795

Paris, Classiques Garnier, coll. « Univers Port Royal », 2017, 236 p.

Yvon Tranvouez

RÉFÉRENCE

Jean DUBRAY (éd.), Correspondance de l'abbé Grégoire avec son clergé du Loir-et-Cher. Tome I. 1791 à 1795, Paris, Classiques Garnier, coll. « Univers Port Royal », 2017, 236 p.

- 1 On connaît Grégoire côté cour – le ténor des assemblées révolutionnaires, le membre assidu du Comité d'Instruction publique de la Convention, infatigable rédacteur de discours et de rapports qui contribuent à la transformation révolutionnaire de la France. Le voici côté jardin, dans ses échanges épistolaires avec son clergé. L'abbé Grégoire ? Cette étiquette, passée dans l'usage historiographique, lui va particulièrement mal ici : il faudrait, en toute rigueur, dire le *citoyen évêque constitutionnel* Grégoire, puisqu'il l'est – de son élection en 1791 jusqu'à sa démission forcée au lendemain du concordat de 1801. L'intérêt de cette correspondance, active et passive, est de donner à voir la vie quotidienne de l'Église constitutionnelle, notamment au moment où elle s'emploie à renaître après la Terreur. L'essentiel des lettres de ce premier tome porte en effet sur la période allant de décembre 1794 à décembre 1795 ; il y en a beaucoup moins de février 1791 à novembre 1793, et aucune dans l'intervalle, trop dangereux pour conserver – voire même expédier – des missives : « Pendant dix-huit mois, je me suis attendu à l'échafaud et l'on conçoit que j'ai dû m'arranger en conséquence », expliquera-t-il dans ses *Mémoires*.
- 2 On oublie trop que le retour à la liberté des cultes (décembre 1794) a été suivi presque immédiatement de la séparation de l'Église et de l'État (février 1795), ce qui a placé les prêtres constitutionnels, déjà durement touchés par la politique de déchristianisation

et accablés par l'inconduite de certains confrères « sans moralité et sans principes », selon le mot du vicaire épiscopal Boucher (1^{er} mars 1795, p. 118), dans une situation de concurrence inédite avec les réfractaires revenus sur la scène et harcelant les jureurs pour qu'ils se rétractent. On voit ici les problèmes récurrents quant à l'usage des églises demeurées biens nationaux, au rachat de celles qui ont été aliénées, mais surtout à la desserte des paroisses. Grégoire veut s'assurer à la fois de l'attachement de ses prêtres à la République et de la régularité de leur situation canonique. Or on lui soumet des cas complexes : « Un prêtre a contracté le mariage civil, assure qu'il ne l'a pas consommé, qu'il n'a fait cette démarche que pour se mettre à l'abri de la persécution : la persécution cesse, il casse son alliance et se présente à l'église pour célébrer. Quelle doit être la conduite du curé du lieu-dit soit pour l'absoudre en cas de confession, soit pour la permission qu'il doit accorder ou refuser ? » (Urbain Morel, qui prêche pour son sein, 10 avril 1795, p. 129). S'il comprend l'abdication circonstancielle et forcée des fonctions sacerdotales et admet le retour des repentants, Grégoire s'oppose en revanche à la réintégration des prêtres qui se sont mariés pendant la Terreur, sauf s'il est avéré qu'ils ne l'ont fait que pour échapper à la mort et que leur alliance peut être considérée dès lors comme frappée de nullité. Vaste sujet : « Je reçois de divers départements beaucoup de lettres de prêtres *mariés* qui actuellement sont très embarrassés de leurs femmes » (8 octobre 1795, p. 209).

- 3 On mesure encore, au fil des lettres, la persistance des attitudes hostiles de certains administrateurs, les querelles autour de la reprise des sonneries de cloches, la difficulté à récupérer des objets liturgiques, à se procurer les saintes huiles, etc. Mais le fond du débat religieux, que Grégoire formalisera dans ses écrits postérieurs, transparait aussi. Le clergé était-il légitime à émigrer en 1791, privant ainsi les fidèles du culte et des sacrements, ou même en 1793, les abandonnant à la persécution ? Les brefs pontificaux *Quot aliquantum* (mars) et *Caritas* (avril 1791), condamnant la Constitution civile du clergé, obligeaient-ils le clergé dès lors qu'ils n'avaient pas été reçus selon les règles et usages de la tradition gallicane ? Les insermentés n'étaient-ils pas les fourriers d'un ultramontanisme qui, « si on les laissait faire », ramènerait bientôt « aux excès dont l'Église a si longtemps gémi dans le Moyen Âge » (24 juillet 1795, p. 180) ?
- 4 Une copieuse et excellente introduction situe cette correspondance dans le double contexte de l'histoire religieuse de la Révolution française et de l'itinéraire de Grégoire. On la dirait parfaite si elle n'était malencontreusement écornée par quelques distractions de plume qui bousculent la chronologie de l'histoire révolutionnaire : le lecteur corrige de lui-même (p. 17, 30, 36, ou ensuite p. 75). Les lettres sont éclairées par une annotation érudite. Précieux index, des noms de personnes et des thèmes, mais pas des lieux, ce qui aurait rendu service. On attend le tome II avec impatience.